

## Qui donc aura les « mains libres » ?

Pas de surprise à l'issue de ce premier tour des législatives, où le taux d'abstention a atteint un niveau record. François Hollande et son gouvernement PS espèrent obtenir une majorité absolue à l'Assemblée et donc avoir « les mains libres ». Mais les mains libres pour quelle politique ? Le monde du travail n'a guère d'illusions à se faire à ce sujet.

Pour l'heure, le gouvernement socialiste laisse surtout les mains libres au patronat qui n'a pas perdu de temps pour concocter les plans de licenciements : dans l'automobile (PSA et les sous-traitants), la téléphonie (SFR), la grande distribution (Auchan, Carrefour, Conforama), les transports (Air-France, SNCM), la chimie (Pétroplus), sans parler d'une multitude de plus petites entreprises et des baisses massives d'effectifs à La Poste, les hôpitaux, les services publics et sociaux.

En réponse, Hollande s'est doté d'un ministère du « redressement productif » confié à l'avocat Arnaud Montebourg, qui multiplie les déclarations grandiloquentes sur le sauvetage de l'emploi. Mais de qui se fait-il l'avocat ? Il se dit « proche des entrepreneurs » qu'il reçoit en catimini le soir, tout en prévenant les salariés qu'il « faudra s'attendre à des échecs ». Autant de petites phrases éclairantes sur la nature de sa mission : surtout ne pas chercher une seconde à s'appuyer sur les luttes en cours dans les entreprises concernées, mais appeler à l'esprit de « responsabilité ». Une façon de demander aux travailleurs de se plier aux conditions des licenciés.

### **Un gouvernement responsable... vis à vis des intérêts de la bourgeoisie**

Pas question de revenir sérieusement sur les contre-réformes scélérates de Sarkozy. Il en va ainsi par exemple de la retraite : ceux d'entre nous qui ont commencé à travailler tôt pourront finalement partir à 60 ans (à condition de pouvoir valider 41,5 annuités). Il s'avère que cette mesure symbolique coûte encore moins cher que prévu. Mais pas question pour ce gouvernement d'élargir le (très

faible) nombre de travailleurs concernés, car comme nous l'explique Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, « la justice, c'est de ne pas traiter tout le monde de la même façon ». Donc juste un peu d'esbroufe pour quelques-uns.

### **L'austérité pour les salariés**

« Responsabilité » encore, lorsqu'il s'agit d'augmenter le Smic, à dose homéopathique. « Ce coup de pouce devra rattraper ce qui n'a pas été accordé ces dernières années, mais il faudra également veiller à ce que cela ne déstabilise pas les entreprises » nous dit Hollande, quitte à déstabiliser et précariser les smicards comme le reste des salariés. Car Hollande n'a pas un mot pour en finir avec le gel des salaires que nous subissons tous (public et privé) depuis des années. C'est pourtant d'une augmentation de 300 euros nets mensuels que nous aurions tous besoin.

Quant aux fameux « contrats de génération », censés lutter contre le chômage, il ne s'agit que d'une énième incitation (c'est à dire un cadeau) au patronat par une baisse des charges sociales. Les modalités en seront fixées les 9 et 10 juillet, lors de la « grande conférence sociale », cette grand-messe de la collaboration de classe. Voilà une annonce qui satisfait les directions syndicales, qui préfèrent se prêter avec enthousiasme à d'interminables discussions, plutôt que d'organiser la riposte indispensable en coordonnant les luttes existantes...

**Manifestement, il n'y a rien à attendre de ce gouvernement de gauche, quelle que soit la majorité (large ou non) dont il bénéficiera dimanche prochain.**

**C'est avant tout sur nous-mêmes qu'il faudra compter. Sur notre mobilisation. Car c'est la radicalisation des mouvements sociaux (et certainement pas les résultats électoraux) comme on le voit en ce moment en Grèce, en Espagne ou au Québec, qui commencera à faire trembler les patrons.**

## Le retour de la pointeuse

Après plusieurs reports, le pointage commence ce mardi 12 juin au TCR. Echappant à la chasse aux coûts, un livret a été envoyé à chacun pour en expliquer son fonctionnement et tous ses mérites. Mais qui va contrôler l'intensité du travail ou le travail ramené à la maison ? Le problème, c'est la charge de travail et vu les réductions d'effectifs actuelles, il y a du souci à se faire.

## Souplesse des horaires ou des salariés ?

Avec l'horaire variable, APR et ETAM pourront arriver entre 6h45 et 9h30 et partir entre 15h30 et 19h30. Selon la direction, ils deviennent « *acteurs de la gestion de leur temps de travail* ». Cela serait « *un progrès dans le sens d'une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la privée* ».

L'horaire variable permettra surtout de faire travailler plus les ETAM et les APR dans les périodes hautes sans avoir recours aux heures supplémentaires, et de profiter des périodes basses pour vider leurs compteurs. Pour organiser sa vie privée, on a vu mieux.

## La vraie rupture

Sur son blog, le 25 mai, Carlos Tavares incite chacun à faire preuve de « *frugalité ingénieuse* » face à la crise, à s'engager dans des « *actions de rupture* » et à proposer « *3 actions concrètes de réduction des coûts* ». En voici donc trois :

- Réduire les salaires des dirigeants : rupture avec les rémunérations scandaleuses du PDG.
- Annuler les 450 millions d'euros de dividendes versés cette année : rupture avec le choix de privilégier l'actionnaire au détriment du salarié.
- Publier les sommes versées au titre de la Prime Performance Groupe (PPG) : rupture avec l'individualisation et l'injustice salariale.

## Tais-toi et rame

La grande timonière sonne le branle-bas de combat : après Jérôme Stoll, c'est au tour d'Odile Desforges de nous exhorter à « *repousser nos limites* ». Le « *grand voilier de compétition* » de l'ingénierie doit, selon elle, « *aller plus vite et plus fort* » afin de « *passer le cap* » de la crise.

Traduction : serrez-vous la ceinture, travaillez encore plus avec toujours moins. Ce n'est pas un voilier, c'est une galère !

## Ça recommence

La dernière reprévision budgétaire (rp05) fait des victimes : prestataires et intérimaires délogés, projets supprimés ou délocalisés, pression accrue...

Tout est bon pour atteindre les objectifs de MOP et Free Cash Flow fixés par Ghosn dans le « Renault 2016 Drive the change ». La pression, on a pourtant déjà donné avec le « Renault Contrat 2009 ».

## Le coup de la panne

En décembre 2011, la direction tenait déjà un discours alarmiste sur le niveau de Free Cash Flow, demandant même de poser un jour de congé le 22 décembre. Résultat : le serrage de vis avait été tellement fort que le Free Cash Flow avait atteint 1 milliard d'euros, doublant son objectif initial.

Cinq mois plus tard, le Free Cash Flow serait négatif. Que la direction ouvre tous les comptes (niveau de trésorerie, flux financiers, rémunération des dirigeants...) et on pourra véritablement juger sur pièce.

## Le 21 juin, c'est vraiment la fête

La direction des Etablissements d'Ile de France a décidé d'annuler, par mesure d'économie, la journée de l'équipe prévue le 21 juin, jour de la fête de la musique. La preuve que quand elle veut...

## Des économies très avancées

A l'Avancée, des salariés ont dû travailler sous une température de 14° C la semaine dernière. Face aux nombreuses plaintes de résidents, la direction s'est fendue d'un flash info plein de chaleur : « *Il peut faire un peu frais sur certains plateaux...* ». Les chaudières avaient été arrêtées, donc la clim soufflait de l'air froid : une des actions concrètes de réduction de coûts décidées face à la crise ?

## Heureux comme un financier

« *Savourons ce plaisir* » nous invite sur son blog Carlos Tavares, qui a fait visiter l'usine de Tanger à des investisseurs et des analystes financiers : les banques Morgan Stanley, JP Moran ou Natixis. Tous ont émis des commentaires enthousiastes sur cette usine, imaginant déjà les profits à venir. Au milieu de tous ces discours sur la crise, ça fait vraiment chaud au cœur de voir qu'il reste des gens heureux.

## GPEC : Gestion du Personnel En Contrainte

D'un côté des affiches pour vanter la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) carrément posées devant les ascenseurs du Gradient ou des primes pour partir revues à la hausse.

De l'autre, des salariés occupant un poste critique à qui on refuse ces primes, alors que cette restriction ne figure pas dans l'accord GPEC. Faudrait savoir !

## Banques espagnoles : un puits sans fond

Après la nationalisation de la 4<sup>e</sup> banque du pays pour 4,5 milliards d'€, c'est l'Union Européenne qui vient au secours des banques espagnoles, à hauteur de 100 milliards d'€. Mais la population continue à subir les coupes budgétaires et la rigueur. Ces banques se sont gavées sur la spéculation immobilière pendant des années. Il faut les empêcher de nuire, en les expropriant et en les mettant sous le contrôle des travailleurs et de la population.